

ry *Reynolds*, enseigne, pour discours diffamatoires contre le Lord *Say & Seal* pour mépris de la Cour Souveraine du Parlement, portoit 1. qu'il ne pût plus porter les armes et seroit réputé indigne d'être soldat. 2. qu'il seroit emprisonné sous bon plaisir. 3. qu'il seroit mis au Pilon à *Cheapside* à Londres ou à *Banbury*, avec des écritaux conformes à son offense. 4. qu'il seroit amendé de £200 envers le Roi. 5. qu'il demandât pardon ici à tous les Lords du Parlement en général et au Lord *Say* et à ses fils en particulier, tant ici qu'à *Banbury*. Et les Lords dans la Cour de la Chambre étoilée, ordonnèrent que la dite sentence fut mise à exécution, pendant les vacances du Parlement.

Voyez une sentence prononcée par les Lords die *Martis*, 26 *Julii* 1642, contre un certain *John Escot* de *Launceston* dans le Comté de *Cornwall*, pour avoir paru scandaleusement du Parlement, dans *Reg. col.* vol. 1. f. 759, 760. et aussi contre *John Marson*, Ecclésiastique, recteur de *Ste. Marie Magdeleine* dans la ville de *Canterbury*. *ibidem*.

Voyez diverses particularités à l'égard du pouvoir et de la juridiction de la Chambre des Lords dans *Prynne's Plea for the house of Lords*, &c. Aussi un livre imprimé en 1669, intitulé *the grand quest* concernant

concernant la juridiction de la Chambre des Pairs.

Voyez encore *Sir Hales of Parliaments* p. 138, 139, & 140, où les attendants dans la Chambre haute peuvent être membres de la Chambre des Communes. Q.

---

## CHAPITRE VI:

### *De la Chambre des Communes.*

LA Chambre des Communes représentait dans le principe et dès la première constitution de la nation un des trois Etats du Royaume et étoit une partie du Parlement. Sir R. Atkyn's argument &c p. 13.

Mr. *Lambard* assure qu'avant la conquête on choissoit des Bourgeois pour le Parlement. Lambard's Archeon §57. §58.

Les anciennes villes appellées bourgs sont les plus anciennes en Angleterre; car les villes qui sont actuellement des cités ou comtés étoient anciennement des bourgs & appellés bourgs parcequ'on y choissoit les bourgeois pour le Parlement. Littleton Sect. 164.

Le service des Chevaliers des comtés en Parlement et leur Salaire pour ce service Sir Rob. Atkyns 18.

vice est hors de mémoire d'homme et le point commencé la 49e. Année du règne d'Henry III. car ce seroit de mémoire d'homme dans un sens légal.

id. 34.

La Chambre des Communes comme partie de la grande cour du Parlement est aussi ancienne que la nation même peut dans le sens de *Julius Cæsar*, être comptée parmi les *aborigines*, elle a une existence perpétuelle, et comme dit en loi, *atempore cujus contrarietudo moria hominum non existit*, et qu'elle en conséquence capable en loi (avec reste des trois états en Parlement) prescrire et demander une part dans les pouvoirs et privilèges parlementaires je n'entends pas séparément mais conjointement avec ces autres États, ce qui le ne pourroit pas faire, si on avoit tracer son origine et son commencement.

Ferret's preface to the ancient rights of the Commons, &c. p. 3.

Durant les Gouvernements Anglo-Saxon & Normand, les hommes libres (ou les Communes d'Angleterre comme on les appelle actuellement pour les distinguer des Lords) étoient *parfessentive et constituens*, une partie essentielle et constituant du *Wittena Gemot, commune concilium, Baronagium Angliæ*, ou Parlement de ces tems-là.

Vid. ch. 1. ante.

Il est évident et incontestable que les Communes (du tems des Bretons, Saxons & Pictes) faisoient une partie essentielle

du *pouvoir Législatif* dans la formation des Loix qui les gouvernoient et leur postérité ; et que la loi étoit alors l'Étalon d'or et la règle avec laquelle on mesuroit et on accordoit la prérogative du prince et la liberté du sujet, et que quand elle étoit obstruée ou refusée elle désigneroit et paralisoit le Royaume.

id. 125.

Je puis donc conclure avec raison et garantir que nos ancêtres les Communes d'Angleterre composées des Chevaliers, gentilhommes, francs tenanciers, citoyens et bourgeois d'une grande nation, n'étoient point ces vils, pauvres et considérés vassaux et esclaves que l'ignorance absurde et malicieuse et les faussetés des derniers écrivains nous représentent, particulièrement l'auteur *of the Grand freeholder's inquest* et Mr. *James Howel*, &c. qui en font des bêtes de charge, que l'on taxoit et tailloit à volonté, et dont on pouvoit disposer de la vie, des biens et de la liberté sans leur consentement.

Si les Communes se plaignent généralement et ne déclarent pas spécialement ce qu'elles ont contre la partie accusée, alors la poursuite appartient au Roi et la partie doit être poursuivie et répondre à son commandement *ex parte domini regis*.

Selden's Judicature &c. 14.

Dans la Chambre basse siègent l'Orateur, les chevaliers, citoyens, bourgeois

Crompton

et

4. Inf. 1. et les barons des cinq ports qui représentent le corps de la Communauté entière d'Angleterre.

Stat. 5. R. Toutes personnes ou communautés qui seront sommées pour le Parlement, s'y rendront suivant l'usage et la coutume ancienne, et quiconque ne s'y rendra passera amendé et autrement puni, comme

Vide ante  
P. 17. il a été d'usage, à moins qu'il n'ait une excuse valable.

Un noble et éminent auteur a avancé dans les dissertations sur le Gouvernement que *le pouvoir de convoquer et de dissoudre les Parlements ne résidoit pas simplement dans nos Rois*, et il nous en donne les raisons suivantes.

La 1<sup>re</sup>. est dit-il, que le Roi ne peut avoir ce pouvoir, à moins qu'il ne lui ait été donné; en loi *tout homme est naturellement libre*. Le même pouvoir qui le fait Roi, lui donne bien tout ce qui est nécessaire à son existence royale, mais rien de plus : ce n'est donc pas un pouvoir inhérent, mais délégué, et quiconque le reçoit en est comptable à ceux qui le donnent ; car ceux qui donnent quelque autorité par commission, en retiennent toujours plus qu'ils n'en accordent.

La 2<sup>de</sup>. est que la loi pour les Parlements annuels déclare que le Roi n'a pas de pouvoir à l'égard de leur tenue et conséquemment à l'égard de leur durée.

car ils s'assembleroient pour rien s'ils ne pouvoient continuer l'ouvrage pour lequel ils s'assemblent, et il seroit absurde de leur accorder un pouvoir de s'assembler s'ils ne pouvoient pas rester le temps nécessaire pour finir ce qu'ils devoient faire : *qui dat finem dat media ad finem necessaria*. L'unique motif du rassemblement des Parlements est de pourvoir au bien public, et ils doivent s'assembler et continuer pour cette fin. Ils ne doivent donc pas être dissout avant qu'elle soit accomplie ; c'est pour cette raison que l'opinion donnée par *Tresilian*, que les Rois pouvoient dissoudre les Parlements à leur plaisir, fut considérée comme une partie essentielle de sa trahison. Voyez les autres raisons qu'il allègue, et sur le tout il conclut que les Parlements ont en eux un pouvoir de s'assembler, de siéger et d'agir pour le bien public, après quoi il poursuit sa pointe, et démontre, que comme les mandataires ou représentants du peuple en Parlement ne s'assemblent pas là par un pouvoir dérivé des Rois, mais bien de ceux qui les choisissent ; et comme ceux qui délèguent les pouvoirs en retiennent toujours plus qu'ils n'en accordent, conséquemment le peuple n'accorde pas à ses représentants un pouvoir illimité de faire ce qui leur plait mais il retient toujours pardevers

Note.

ibid. p.  
432.

lui plus qu'il ne confère à ses députés qui conséquemment sont responsables à leur constituant. *Vide plura ibidem.*

### CHAPITRE VII.

*Du pouvoir de la Chambre d'Assemblée en certains cas.*

Russ. coll.  
217. vol. 1.

LA Chambre des Communes est la Chambre où se font les informations et les représentations mais non pas les jugements définitifs.

Trials of  
regicides p.  
59.

La Chambre des Communes est un corps important de grands jurés qui rapporte un bon *Billa vera*. Leurs ordres sont des *records*. Ce qui est évident par les termes du Statut de la 6<sup>me</sup> année d'Henry VIII. c. 16. qui enjoint que la licence sera entrée de *record* dans le registre du Greffier du Parlement nommé ou qui sera nommé pour la Chambre des Communes, &c. (discours de Sir Audley Mervyn au Duc Dormond du 13 Février 1662, contenant le sommaire des affaires d'Irlande page 17) et plus directement dans leur point sur la poursuite du *regicide* Harrison où Mr. J<sup>essop</sup>, Greffier de la Chambre, fut produit pour attester plusieurs

plusieurs ordres de la Chambre des Communes.

Remarquez que le même Statut de la 6<sup>me</sup> année d'Henry VIII. c. 16. dit qu'aucun Membre ne doit laisser le Parlement, ni s'absenter, sans la permission de l'Orateur et des Communes assemblées en Parlement qui sera entrée de *record* dans le registre du Greffier du Parlement.

Russ. Stat.  
p. 459.  
4. Inst. 23.  
Hales of  
Parl. 213.  
215.

Cependant quelques juges ont été d'opinion que les journaux de la Chambre des Communes n'étoient pas des *records* mais seulement des *memorandum*.

Hob. rep.  
110. 111.

Avant l'année 1550. dans la 3<sup>me</sup>. du règne d'Edouard VI. il paroît que les fils aînés des Pairs ne pouvoient pas être Membres de la Chambre des Communes. Sir Francis Russel étant devenu par la mort de son frere aîné, l'héritier présomptif du Lord Russel, il fut décidé à la suite d'un débat, le 21<sup>e</sup>. Janvier, qu'il garderoit sa place dans la Chambre comme auparavant; mais ce fut par un ordre spécial qui fut entré sur le journal de la Chambre des Communes, et c'est le premier journal qui ait jamais été tenu dans cette Chambre.

Bur. hist.  
ref. vol. 2.  
p. 143.

Dans la 1<sup>re</sup>. année du règne de Charles I. en 1625, il fut résolu, que la Commune renommée est un motif suffisant à la Chambre pour procéder par enquête ou

Russ. ibi